

Non à l'austérité dans les facs !

Depuis la rentrée, les conditions d'études et de travail des étudiant-e-s et des personnels de l'Université de Franche Comté (UFC) ne font que se dégrader dans notre université :

- Non-renouvellement et gel de certains postes,
- Licenciement de 4 agents d'entretien contractuels alors qu'il en faudrait 3 de plus pour assurer correctement les tâches d'entretien,
- Fermeture du bâtiment Granvelle (que l'université ne veut/peut plus entretenir),
- Dégradation des locaux de l'Arsenal (une réfection des locaux largement insuffisante par rapport aux garanties obtenues l'année passée)
- Mutualisation et fusion de formations (notamment avec Dijon),
- Suppression de filières : par exemple la spécialité AGEPOS du master de sociologie vient d'être supprimée !
- Diminution des heures d'enseignement, augmentation du nombre d'étudiants en TD, heures de CM rétrogradées en TD.

Ces mesures qui menacent la qualité de nos formations ne sont pas spécifiques à l'UFC !

Elles sont la conséquence directe des dernières réformes universitaires (LRU, loi Fioraso) et touchent la majorité des universités (dont 15 sont déjà en faillite!). Pour y faire face, nombre d'entre elles ont commencé depuis plusieurs semaines à se mobiliser.

De plus, le rapprochement entre l'UFC et l'Université de Bourgogne se poursuit avec la menace d'une fusion à terme entre les deux établissements. Certaines formations sont déjà fusionnées (master Archéologie, master de Sociologie) et l'objectif est d'aboutir à une carte des formations communes aux deux universités !

La LRU et la loi Fioraso responsables de la casse de nos universités !

La loi Fioraso votée cet été s'inscrit dans la poursuite de la LRU, qui a instauré « l'autonomie » des universités et ouvert la voie à leur financement privé. Elle est marquée par de nouveaux reculs démocratiques et oblige les universités à fusionner pour obtenir à terme 30 pôles universitaires en France.

Alors que l'UFC a déjà prévu un plan d'économie de 2,2 millions d'euros (dont plus de 150 000€ pour la fac de lettres), le conseil de gestion de l'UFR SLHS du 10 décembre puis le Conseil d'Administration de l'université du 17 décembre vont voter les budgets des UFR pour 2014, qui seront encore marqués par de nouvelles mesures de rigueur.

Celles-ci toucheront tous les étudiant-e-s et les personnels, sans exception ! Il est donc nécessaire de mettre en œuvre une solidarité pleine et entière entre personnels et étudiant-e-s. Au niveau national, les organisations CGT, FSU, FO, Solidaires, UNSA appellent l'ensemble des personnels à se regrouper en AG pour définir leurs revendications et les porter aussi bien devant le ministère (préfectures et rectorat en régions) que devant les présidents qui relayent l'austérité imposée par le ministère. Elles exigent du ministère qu'il revienne sur les lois LRU et FIORASO.

À cette occasion, nous appelons tous les étudiant-e-s et personnels à nous rejoindre en assemblée générale afin de nous organiser pour faire valoir nos revendications (votées lors de la dernière AG du 12/11) auprès de la présidence de l'UFC et du ministère :

**REFUS DES MUTUALISATIONS,
MAINTIEN DE TOUS LES POSTES, DE TOUTES LES FILIÈRES ET
LEURS SPÉCIALITÉS, DE TOUS LES VOLUMES HORAIRES ET
DE TOUS LES DIPLÔMES DÉLIVRÉS PAR L'UFC.**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
MARDI 10 DÉCEMBRE DE 12H À 13H
AMPHI LÉVÊQUE**

